

The press review

1-15 March 2016

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II,

Luxembourg.

NATIONAL NEWS

Le Quotidien

INDÉPENDANT LUXEMBOURGEOIS

Combien coûtera le plan BEPS au Luxembourg ? Silence radio

Dans Affaire "Luxleaks", Economie 03/03/2016



Pierre Gramegna attend les précisions de la Commission de Jean-Claude Juncker. (Photo AFP)

La mise en place du BEPS par l'OCDE ne cesse de soulever les inquiétudes des députés luxembourgeois. Le ministre des Finances, Pierre Gramegna, ne semble pas décidé à les rassurer pour l'instant.

Après Laurent Mosar, c'est au tour de Franz Fayot d'essayer les réponses pour le moins évasives du ministre des Finances, Pierre Gramegna, à propos de la mise en place du BEPS, le programme de lutte contre l'évasion fiscale mis en place par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Dans une question parlementaire du 2 février dernier, le député socialiste demandait quels étaient « les impacts positifs ou négatifs potentiels qui pouvaient être attendus pour le Grand-Duché de Luxembourg » avec la mise en place du BEPS.

«Prématuré de s'exprimer»

La réponse du ministre a mis un mois à arriver et Franz Fayot n'a sans doute pas été déçu. Après avoir résumé les mesures qui découlent du BEPS et n'avoir fourni aucun chiffre, Pierre Gramegna lui signifie que « pour ce qui est du sujet de l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, le Conseil de l'Union européenne attend que la Commission présente une proposition de directive révisée. Partant, il serait prématuré de s'exprimer au sujet d'une directive prospective dont les contours restent à ce jour encore incertains. » Autant dire que si cela s'agit en coulisses, hors de question de le faire savoir publiquement. Et encore, il faut déchiffrer le langage cryptique destiné à ne pas répondre aux questions.

C. C.

Luxemburger Wort

Interview with Maria Teresa

"Transparent" monarchy: the court is prepared to face a tribunal



The candid AFP interview took place at the Colmar-Berg castle, the Grand Ducal residence *Photo: AFP*

Published on Friday, 4 March, 2016 at 15:41

(AFP/NG) Luxembourg's constitutional monarchy has to adapt to the reality of its time, and the operation of the Grand Ducal court should be more "transparent" and "authentic", argues Grand Duchess Maria Teresa in a recent interview.

The grand ducal court, one of the most reserved in Europe, launched a major reorganisation in September 2015 in order "to implement good governance rules adapted to the reality of our country", dictated by a concern for "transparency and authenticity", as well as "rules of ethics", said the wife of Grand Duke Henri.

That means "new internal operating rules which are fair, equitable and clear for all," said Maria Teresa.

The reorganisation is a purely internal matter of the Grand Ducal house and does not change the institutional balance in Luxembourg or relations between the government and Grand Duke Henri. Such modernisation is done in a way that is much more "managerial", according to the court.

But the new governance has a price: pursued by a former maid over harassment and unfair dismissal, the Grand Ducal court is willing to face a tribunal, rather than negotiate on transactional indemnities to prevent the case being brought public.

"It is unethical to solve our problems with taxpayer money," said Maria Teresa, declaring to be "convinced that by paying large amounts to avoid being tarnished, we would not be acting in an ethical manner."

"We prefer, and my husband supports me, to take the risk and have full trust in the justice [system], rather than to yield to exorbitant demands," she said.

Euthanasia law: a "difficult trial" for the reign

The sovereign speaks frankly of the particularly "difficult trial" of the reign of her husband, when in 2008 the Grand Duke was stripped of some of his powers when he refused to sign a euthanasia bill into law.

"It is obvious that for my husband, there was a question of freedom of conscience that arose," observes Maria Teresa.

Finally, with the help of the Court Marshal at the time, Pierre Mores, he found "a solution that would show that in no way did he want to hinder the democratic process of his country."

Removing royal rights?

According to Luke Heuschling, professor of constitutional and administrative law at the University of Luxembourg, the Luxembourg monarchy in some respects is not "modern". Particularly with regard to inheritance, the rules are not enshrined in law, nor in the constitution.

"The question that arises in Luxembourg is whether the politicians will want to remove all the princely rights," he stated.

Not "purely formal"

Indeed, the Luxembourg monarchy is not "purely formal," said the Grand Duchess, citing the "very concrete role" that her husband, the head of state, played in December 2013, at the time of the setting up of the government of Xavier Bettel, who replaced Jean-Claude Juncker, current President of the European Commission.

"My husband," she recalls, "saw all the party leaders, even the smaller parties, to take their views [into account]" before choosing the Prime Minister as is customary.

For Maria Teresa, who was born in Cuba in 1956, "the constitutional monarchy has meaning in the twenty-first century, in any case in our country, vis-à-vis the outside world," particularly through state visits which bring "a very important visibility to the country" and represent "truly an asset that can open many doors."

As for her place in the heart of it, even though the constitution doesn't recognise her, the Grand Duchess attests that "the monarchy is an 'affaire de couple'."

"When I look around us," she concludes, "I think few would dispute that for Spain, the Netherlands, Belgium, Sweden and even Jordan, it's an asset to have a spouse who, with the head of the state, contributes to the influence of the monarchy."

Grand Duke Henri, who ascended the throne on October 7, 2000, is the sixth ruler in the dynasty since the accession of Adolphe of Nassau in 1890.

Maria Teresa prête à affronter la justice



La Grande-Duchesse de Luxembourg veut une monarchie «transparente» et «authentique». (photo: AFP/Emmanuel Dunand)

LUXEMBOURG - Poursuivie par une ex-employée de maison pour harcèlement et licenciement abusif, la Grande-Duchesse Maria Teresa se dit prête à affronter le tribunal.

Dans un long entretien à l'AFP, la Grande-Duchesse Maria Teresa est revenue longuement sur sa vie et ses projets à Cuba, mais elle a aussi évoqué la plainte qui a été déposée à son encontre. Poursuivie par une ex-employée de maison pour harcèlement et licenciement abusif, elle s'est dit prête à affronter le tribunal plutôt que de traiter le différend à coup d'indemnités transactionnelles pour éviter que l'affaire soit portée sur la place publique.

«Il n'est pas éthique de régler nos problèmes avec l'argent du contribuable», estime Maria Teresa, se déclarant «convaincue qu'en payant des sommes considérables pour éviter d'être éclaboussés, nous n'agirions pas de manière éthique». «Nous préférons, et mon mari me soutient, prendre ce risque et faire une confiance totale à la justice, plutôt que de céder à des demandes exorbitantes», assure-t-elle.

La dure épreuve traversée par le Grand-Duc

Lors de cette entretien, la souveraine parle sans détour d'une «épreuve» particulièrement «difficile» du règne de son mari, lorsqu'en 2008 le Grand-Duc Henri a renoncé à son pouvoir de sanction des lois pour ne pas avoir à valider une loi sur l'euthanasie qui venait d'être adoptée. «C'est évident que pour mon mari, il y avait une question de liberté de conscience qui se posait», observe Maria Teresa.

Finalement, avec l'aide du Maréchal de la Cour de l'époque, le constitutionnaliste Pierre Mores, il a été trouvé «la solution qui montrerait qu'il ne voulait en aucune manière entraver le processus démocratique de son pays». La Constitution luxembourgeoise, modifiée depuis lors, prévoit ainsi que le Grand-Duc «promulgue» les lois trois mois après leur adoption par le Parlement, mais qu'il ne les sanctionne plus.

«La monarchie est une affaire de couple»

Maria Teresa évoque également le statut de la monarchie luxembourgeoise qui, selon elle, n'est pas «purement protocolaire». «Elle a un sens au XXI^e siècle, en tout cas dans notre pays, vis-à-vis de l'extérieur», à travers notamment les visites d'État qui «apportent une visibilité très importante au pays» et représentent «véritablement un atout pouvant ouvrir beaucoup de portes». Quant à sa place au sein du régime, que la Constitution ne lui reconnaît pas, la Grande-Duchesse assure que «la monarchie est une affaire de couple».

La Cour grand-ducale a lancé en septembre 2015 une «profonde réorganisation», afin «de mettre en place des règles de bonne gouvernance adaptées à la réalité de notre pays» et dictées par un souci de «transparence et d'authenticité» ainsi que des «règles d'éthique», explique l'épouse du Grand-Duc Henri. Il s'agit de «nouvelles règles de fonctionnement interne qui sont justes, équitables et claires pour tous», souligne-t-elle.

(L'essentiel avec AFP)

Luxemburger Wort

Tax income

Luxembourg set for a “huge change”



“I’m optimistic,” Finance Minister Pierre Gramegna said during the March 3 seminar. Published on Saturday, 5 March, 2016 at 10:43

By Stephen Evans

Governments around the world want more tax income. There is a widely held feeling that many international companies are basing themselves in places like Luxembourg, Ireland, and the Netherlands to avoid tax. The world’s largest countries have a plan and things will change.

What will be the effect on Luxembourg, and will it have the desired outcome?

“I’m optimistic,” Finance Minister Pierre Gramegna said at the March 3 AMCHAM seminar “Luxembourg's Position in a New Tax World”.

On the face of it, the action to hit international firms would appear to threaten places like Luxembourg. However, the evidence so far suggests this country is actually set to benefit.

Delaying, not avoiding

International businesses use places like Luxembourg to delay paying tax. Deals are struck with the tax authorities to limit the amount of tax paid on profits. Firms are then able to spend this money later on things like new investment or dividends. This spending is then taxed.

Until now, firms didn’t need to do much to be based in Luxembourg. They mainly organised an official address without actually employing anyone here, hence the term “letterbox company”.

This still allowed them to make tax agreements which helped them delay paying tax. International action* will change this.

People will need to move

The new rules will require “flesh and blood, decisions being made here, daily work,” noted Louis Thomas of the consultancy KPMG, who spoke at the event.

Firms will have to show genuine presence wherever they have their tax base, with key businesses decisions and operations located here, and senior managers and other staff living locally.

This is actually happening already. International firms are beefing up their Luxembourg operations and hiring new staff. Much of this explains why housing prices are rocketing and a near record amount of office space is being built.

“Letterbox companies will become increasingly rare,” noted Mr Gramegna, “the game now is about adding substance. We will lose many firms, but if we can keep a reasonable number we will be okay,” adding: “People were worried when we abolished banking secrecy, but now we see that although the number of clients are down, we have attracted more high net worth individuals.”

There are concerns that some in the EU want to go beyond the international agreements in an attempt to squeeze more tax out of the economy. However, Mr Gramegna is confident that Luxembourg has several allies in this matter, and that the letter and spirit of these deals will be followed when EU law comes to be written.

An effective move?

It remains to be seen whether these moves will reap more tax income for countries around the world.

If so, it will be consumers who will pay much of this. After all, companies only make profits from the products they sell. Prices might have to rise to compensate for the added cost of complying with new rules and paying new taxes.

Affordable tax reform?

In a post-speech Q&A, Mr Gramegna was asked about the February 29 tax reform announcement. Corporate tax is due to be cut, but business leaders have said this might be insufficient to compete successfully with other European countries. Mr Gramegna spoke of these changes being a “start”.

He was also asked to comment on the wisdom of the announced tax giveaway in terms of balancing the budget. “We can do it because we cut spending earlier and the economy is doing better than we anticipated,” he said.

A big reason why the economy is purring is the arrival in force of so many international businesses.

**The “base erosion and profit shifting” (BEPS) project is the main tool for change. This will be enacted in Europe through an EU directive.*

Luxemburger Wort

Lanceurs d'alerte au Luxembourg

Une protection qui a ses limites



Le procès d'Antoine Deltour débutera le 26 avril prochain.

Photo: Gerry Huberty

Veröffentlicht am Freitag, 11. März 2016 um 06:00

(ndp).- Il aura fallu attendre la loi du 13 février 2011 pour que les lanceurs d'alerte puissent enfin être protégés au Luxembourg. Cette loi représente une avancée non négligeable, car à ce jour, sur les 28 Etats membres de l'Union européenne, «seuls cinq pays sont considérés comme ayant une législation avancée pour les lanceurs d'alerte, à savoir le Luxembourg, la Slovénie, la Roumanie, le Royaume-Uni et l'Irlande», explique Cannelle Lavite, chercheuse au centre de droit européen de l'Université de Brême.

Pourtant, même si la législation luxembourgeoise protège les citoyens divulguant des informations confidentielles, beaucoup sont d'avis que le texte ne va pas assez loin. D'abord parce que **la loi se limite surtout aux cas de corruption**, de trafic d'influence ou de blanchiment, ce qui est jugé largement insuffisant pour protéger l'intérêt général. «Il faut redéfinir l'objet du lancement d'alerte, élargir le concept et le domaine d'intervention», estime Yann Baden, président de Transparency International Luxembourg.

Le cheminement de l'alerte doit rester libre

Autre carence soulevée par l'organisation: l'alerte ne peut être faite qu'auprès de l'employeur ou du Parquet. Il serait pourtant indispensable, selon Yann Baden, de «permettre aux lanceurs d'alerte de s'adresser à un **organisme tiers**, entièrement indépendant, qui puisse le conseiller et l'aider dans sa démarche». «Il faut que cet organisme ait un poids suffisamment important auprès des institutions du pays et qu'il évolue complètement en dehors du fonctionnement de l'appareil étatique».

Pour le collectif «Tax Justice Lëtzebuerg», le cheminement de l'alerte doit avant tout **rester libre**. Même si l'alerte doit en premier lieu emprunter la voie du «secret partagé» avec les instances internes de l'organisation concernée, «le lanceur d'alerte doit avoir la possibilité de divulguer ses informations à des entités extérieures, soit les médias soit d'autres acteurs de la société civile, ou de les publier lui-même, notamment si d'autres mécanismes pour divulguer des informations sur des actes illicites ne sont pas disponibles ou sont jugés inefficaces».

L'ONG regrette aussi que **l'accès immédiat des lanceurs d'alerte aux médias** ne soit pas prévu par la loi actuelle. «Même si un lanceur d'alerte qui s'adresse aux médias est couvert par le droit à la protection de la source, il n'est pas protégé en tant que lanceur d'alerte si son identité est révélée d'une autre manière».

Pour Roger Infalt, président du Conseil de presse et de l'Association luxembourgeoise des journalistes, «ce qui pose problème», au-delà de la définition même de l'intérêt général, «c'est que nous avons l'obligation de contrôler la véracité des révélations faites par le lanceur d'alerte. Or, c'est tout simplement impossible au Luxembourg. Cela fait maintenant plus de 15 ans que nous demandons **le droit à l'information**. Certains pays ont même déjà instauré un devoir d'information. Nous en sommes encore très loin...».

Après une proposition de loi d'Alex Bodry en 2000 et un projet de loi de Jean-Claude Juncker en 2010, le Premier ministre Xavier Bettel aurait promis de légiférer en ce sens, «mais nous sommes restés sur notre faim», regrette Yann Baden.

Enfin, dernière grande faille constatée dans la loi de 2011: la protection est limitée aux alertes menées dans le cadre d'**une relation de travail**. C'est insuffisant, estime le juriste, pour qui la protection «doit aussi inclure des tiers et d'autres situations». Armand Drews, président du Cercle des ONG, plaide notamment pour une protection renforcée des délégués du personnel dans le cadre des lancements d'alertes. «Je crois qu'au niveau des entreprises, un lanceur d'alerte devrait travailler avec la délégation du personnel qui a justement pour mission de soutenir ce genre d'action en interne».

Le principe de «bonne foi»

Pour le collectif «Tax Justice Lëtzebuerg», une refonte de la législation luxembourgeoise s'impose donc. Celle-ci devrait notamment tenir compte du principe que le lanceur d'alerte «agit de bonne foi». «Il doit être présumé que le lanceur d'alerte ait agi de bonne foi en ayant été attentif à l'exactitude et à la gravité de l'information».

Le lanceur d'alerte devrait aussi être **protégé «contre des mesures de rétorsion sur le plan pénal et civil** ainsi que de poursuites abusives en diffamation». Les alertes devraient enfin «**être traitées efficacement**». Il est indispensable que «les pouvoirs publics démontrent que les lanceurs d'alerte induisent des changements dans la gouvernance et le comportement des institutions. Au Luxembourg, ceci devrait se faire par une instance mise en place pour accueillir les lanceurs d'alerte, leur attribuer un appui au préalable et rapporter annuellement des suites effectives qui ont été données».

Luxemburg bedingt vorbildlich

WHISTLEBLOWER



Hätten Sie gewusst, dass Luxemburg einer von nur fünf der 28 EUMitgliedstaaten ist, die eine klare Gesetzgebung über Whistleblower haben? Luxemburg ist aber nur bedingt vorbildlich.

Eine öffentliche Konferenz des Luxemburger "Tax Justice"- Kollektivs am Mittwoch Abend gab einen Einblick in die Thematik Whistleblower und die sie schützende Gesetzgebung. Hauptreferentin war Cannelle Lavite; die 26-jährige Jura-Studentin aus Toulouse ist Forscherin am Zentrum für europäische Rechtspolitik (ZERP) der Uni Bremen und schreibt ihr Doktorat über Whistleblower und die entsprechenden Gesetzgebungen.

In einem Gespräch vor der Konferenz erklärte die Doktorandin einleitend, was in der Gesetzgebung betreffend Personen, die Missstände von „allgemeinem Interesse“ aufdecken, wichtig wäre.

Die Wege zur Aufdeckung

- "Der Whistleblower an sich muss definiert sein", so Lavite.
- "Das allgemeine Interesse muss erwähnt sein, keine restriktive Liste von Vergehen, die aufgedeckt werden können. Dies beschränkt die Möglichkeiten dann zudem auf illegale Praktiken."
- "Die drei möglichen Wege für eine Aufdeckung müssen vorgesehen sein: intern (am Arbeitsplatz), bei einer zuständigen Behörde, über den Weg der Öffentlichkeit/Presse."
- "Es muss klar präzisiert sein, dass die Regeln für den 'secteur public' und den 'secteur privé' gelten."
- "Die Vertraulichkeit muss gewährleistet sein."

- "Es muss Schutz geben gegen Disziplinarmaßnahmen, Unter-Druck-Setzen, Kündigung, Mobbing sowie gegen rechtliche Schritte wie Verleumdungsklagen oder Klagen auf Schadensersatz."

"An sich ist das Gesetz unzureichend"

Luxemburg hat also neben Großbritannien, Irland, Slowenien und Rumänien eine klare Gesetzgebung: Es ist dies das Gesetz vom 13. Februar 2011 "renforçant les moyens de lutte contre la corruption".

"Im Vergleich steht Luxemburg also gut da, aber an sich ist das Gesetz unzureichend", so Cannelle Lavite: "Dass der Whistleblower definiert ist, ist ein erster wichtiger Schritt. Das gibt es in 90% der europäischen Länder nicht." Nicht gut sei die restriktive Definition von dem, was aufgedeckt werden kann: "Dies beschränkt sich auf etwas sehr konkretes, nämlich Korruption und 'délinquance financière'. Von allgemeinem Interesse ist nicht die Rede." Ebenfalls nicht gut sei, dass die Möglichkeit einer Aufdeckung via die Öffentlichkeit nicht vorgesehen ist. Auch die vorgesehenen Schutzmaßnahmen seien unzureichend.

"Leute wie du und ich"

Anschließend an Lavites Referat fand eine Diskussionsrunde in den Rotondes statt, an der neben Cannelle Lavite noch Yann Baden, Präsident von Transparency International Luxembourg, Bram Schim van der Loeff, Vizepräsident von Amnesty International Luxembourg, Roger Infalt, Präsident des Luxemburger Presserates, und Armand Drews, früherer Personaldelegierter und Gewerkschafter, teilnahmen.

Hier einige Schlussfolgerungen: Whistleblower sind nicht nur die im Rampenlicht stehenden Edward Snowden und Co., sondern „Leute wie du und ich“. "Es geht nicht nur um die 'ganz großen' Sachen", so Lavite, und Baden beschrieb es gemäß der Erfahrungen der Hotline von Transparency Luxembourg wie folgt: "Es sind keine Helden, keine Kriminellen und keine Schuldigen. Es sind meistens ganz normale Leute, die von Jura keine Ahnung haben und einer Bürgerpflicht nachkommen wollen."

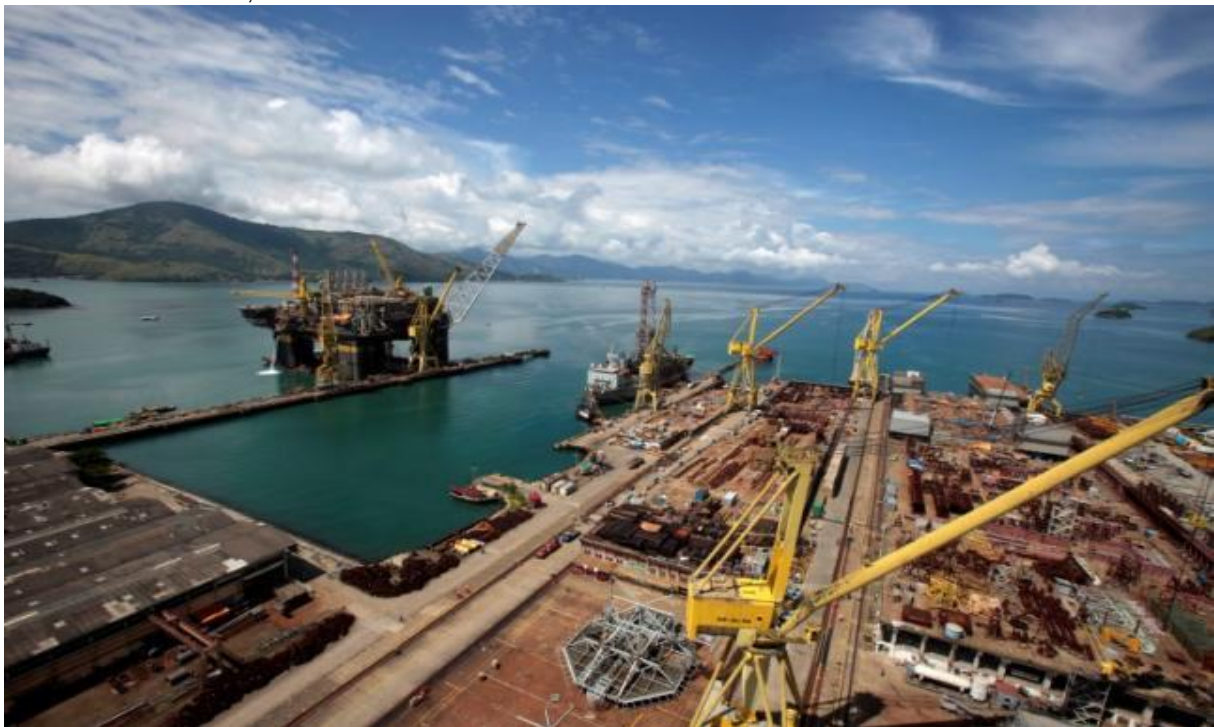
Hieraus ergibt sich eine weitere, von allen Teilnehmern geteilte Schlussfolgerung: Es müsse für potenzielle Whistleblower eine anerkannte Drittorganisation, eine Anlaufstelle geben, wo sie um Rat und gegebenenfalls juristischen Beistand fragen können. Ebenfalls einig war man sich, dass das Luxemburger Gesetz (stark) verbesserungsfähig sei.

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS



Brazil's Petrobras corruption investigation targets Lula

BRASILIA Tue Mar 1, 2016 12:01am



An aerial view of the final stage of the construction of the new P-56 semi-submersible production platform for the oil company Petrobras at the Brasfels shipyard in Angra dos Reis, about 115 miles (185 km) west of Rio de Janeiro February 24, 2011.

REUTERS/SERGIO MORAES

Federal prosecutors who uncovered a huge corruption scheme at oil company Petrobras are looking into whether Brazil's former president Luiz Inacio Lula da Silva received undue favors from engineering firms they are investigating.

In a letter to the Supreme Court made public on Monday, the head of the investigation, Deltan Dallagnol, argued for a federal probe because some of the alleged gifts were made while Lula was still in office.

The prosecutor's suspect favors were extended to Lula by executives of engineering firms Odebrecht and OAS that have been charged with corruption and money laundering in the massive bribery and political kickback scandal involving contracts with state-run Petroleo Brasileiro SA.

If the Supreme Court authorizes the probe, it would be the first time federal prosecutors will be looking to link the once wildly popular leftist president and Brazil's biggest ever corruption case.

Lula, who was president from 2003-2010, has already faced police questioning over the financial dealings of one of his sons and now faces questioning by Sao Paulo state prosecutors over his alleged ownership of a beach-front penthouse triplex and country estate.

The triplex and country home were allegedly renovated by OAS and Odebrecht. Lula has said the properties don't belong to him.

His lawyers appealed to the Supreme Court last week against the federal investigation, arguing that Dallagnol and his team had overstepped their jurisdiction by duplicating the inquiry by Sao Paulo state prosecutors.

Brazil has been rocked by the growing Petrobras scandal that has ensnared dozens of members of its business and political establishment and could now implicate Lula.

To avoid being summoned to a police station to answer questions on the properties, Lula and his wife have offered to make statements in writing, their lawyers said.

Brazil's justice minister Jose Eduardo Cardozo quit on Monday under pressure from the ruling Workers' Party over his failure to curb the corruption probe that has spread to its founding leader Lula.

His resignation weakened President Dilma Rousseff as she struggles to survive opposition attempts to impeach her or annul her 2014 re-election alleging bribe money helped funded her campaign.

(Reporting by Anthony Boadle; Editing by Michael Perry)

CORRUPTION EN SPORT

Des soupçons sur l'attribution des JO



Soupçonné de corruption au sein de la Fédération mondiale d'athlétisme, Lamine Diack aurait aussi eu un comportement douteux au sein du CIO. (photo: AFP/Greg Baker)

La justice française enquête depuis décembre sur des soupçons de corruption dans l'attribution des JO de Rio 2016 et de Tokyo en 2020, avec Lamine Diack en ligne de mire.

«Il s'agit à ce stade de vérifications» pour savoir si des infractions ont été commises ou pas, a indiqué mardi une source judiciaire, confirmant une information du journal britannique The Guardian. «Jusqu'à présent, il n'y a aucune preuve», a déclaré de son côté à Lausanne un porte-parole du CIO. Cette enquête du parquet national financier (PNF) est consécutive à celle qui a conduit à la mise en examen début novembre de l'ancien président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) Lamine Diack. Âgé de 82 ans, il est soupçonné d'avoir couvert contre rémunération des contrôles antidopage positifs d'athlètes russes.

Diack, qui a quitté la présidence de l'IAAF en août, est poursuivi pour corruption passive et blanchiment aggravé. Selon The Guardian, les enquêteurs soupçonnent l'ex-patron de l'athlétisme mondial, qui fut membre du Comité international olympique (CIO) de 1999 à

2013, et son fils, Papa Massata Diack, d'avoir servi d'intermédiaires entre des villes candidates à l'organisation des JO et certains membres du CIO. Lamine Diack, qui avait appuyé dans un premier temps Istanbul pour les JO-2020, aurait changé d'avis au moment où un sponsor japonais signait un gros contrat avec l'IAAF, d'après le journal britannique.

Papa Massata Diack aurait œuvré pour que les JO-2016, qui se dérouleront au Brésil cet été, reviennent au Qatar. Ancien conseiller en marketing de la Fédération internationale d'athlétisme, il a été radié à vie le 7 janvier par la commission d'éthique de l'IAAF et fait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par la France. L'attribution des JO à Rio avait été décidée en 2009 et celle des Jeux de Tokyo en 2013. Tokyo-2020 a réitéré la position exprimée mi-janvier quand étaient apparus les soupçons de corruption. «Ces allégations échappent à notre compréhension», a déclaré la porte-parole Hikariko Ono.

(L'essentiel/AFP)

<http://www.foxnews.com>

Malaysia PM denies pocketing \$1 billion from state investment fund

Published March 01, 2016



Malaysia's Prime Minister Najib Razak smiles as he speaks during a press conference in Kuala Lumpur on May 7, 2013. (AFP/File)

KUALA LUMPUR, Malaysia – Malaysian Prime Minister Najib Razak rejected a new report Tuesday that a state investment fund likely funneled close to a billion dollars into his personal bank accounts.

Najib has been battling allegations of corruption and mismanagement for months over allegations that hundreds of millions of dollars was channeled into his accounts from indebted investment fund 1MDB, which he formed in 2009.

Malaysia's attorney general cleared Najib of wrongdoing in January, saying \$681 million deposited in the prime minister's accounts was a donation from Saudi Arabia's royal family. He said most of the money had been returned.

The Wall Street Journal reported Tuesday that investigations into 1MDB have revealed that a total of more than \$1 billion was deposited in Najib's bank accounts -- several hundred million dollars more than had been reported before -- and that investigators believe most came from 1MDB through a complex web of transactions in several countries.

Najib has repeatedly denied any wrongdoing.

A statement issued by Najib's office did not comment on the larger amount reported by the newspaper, saying only that "the funds received were a donation from Saudi Arabia."

It accused the newspaper of "relying solely on anonymous sources that may not even exist" and of "choosing to omit key known facts."

"This is unethical and against accepted journalistic practice," the statement said.

The Wall Street Journal said investigators, whom it did not identify, believe the money was transferred with the help of two former officials in Abu Dhabi, a country with which 1MDB has deep ties.

1MDB is mired in 42 billion ringgit (\$10.1 billion) in debt and has been selling its assets to clear its books. Najib became embroiled in the scandal after documents were leaked last year suggesting that money deposited into his accounts may have come from entities linked to 1MDB.

The prime minister's office said Malaysian authorities have traveled to Saudi Arabia to review documents and interview members of the royal family, and confirmed that it was the source of the money.

1MDB separately said in a statement Tuesday that it has never deposited money into Najib's personal accounts. It also accused the Wall Street Journal of not offering evidence to back its claims and relying on anonymous sources.

Former Malaysian Prime Minister Mahathir Mohamad told reporters earlier Tuesday that there must be some truth to the Wall Street Journal's allegations because Najib has not taken any legal action against the newspaper.

Mahathir, a fierce critic of Najib, quit the ruling party on Monday, saying it has been hijacked by Najib to protect his own interests.

"I feel embarrassed that I am associated with a party that is seen as supporting corruption," Mahathir told a news conference. "I decided that I cannot be a party to all these things, so the least I can do is leave the party."



JUSTICE AU PORTUGAL 04 mars 2016 08:34

Un ancien président du Benfica mis en examen



Manuel Damasio a été mis en examen jeudi pour «trafic d'influence et blanchiment de capitaux» dans le cadre d'une enquête pour corruption transnationale.

Manuel Damasio, président du Benfica entre janvier 1994 et octobre 1997, avait été arrêté jeudi dans la matinée. Après avoir été entendu par un juge d'instruction, cet entrepreneur du secteur immobilier âgé de 75 ans a été placé sous contrôle judiciaire, a indiqué le parquet général de la République, dans un communiqué diffusé dans la soirée.

Son arrestation est intervenue dans le cadre d'une enquête pour «corruption en commerce international, blanchiment de capitaux, trafic d'influence et fraude fiscale» lancée fin 2014, et qui avait débouché le mois dernier sur la mise en examen de José Veiga, responsable du département du football du Benfica de 2004 à 2006, de l'avocat Paulo Santana Lopes, frère de l'ex-Premier ministre portugais Pedro Santana Lopes, et de l'avocate Maria Barbosa. Ces suspects «agissaient dans le cadre de contrats d'échanges de biens et services liés à des travaux publics, à la construction civile et à la vente de produits pétroliers entre différentes entités privées et publiques», avait précisé la police judiciaire suite à leur arrestation.

D'après la presse portugaise, cette enquête porterait sur des affaires réalisées par M. Veiga, 52 ans, et le président congolais Denis Sassou Nguesso, avec lequel il avait pris contact par l'intermédiaire de l'homme d'affaires français Bernard Tapie. M. Veiga, qui a été l'agent de plusieurs footballeurs dont l'international portugais Luis Figo, a été placé en détention provisoire, tandis que M. Santana Lopes se trouve en résidence surveillée.

(L'essentiel/AFP)

Brazil Petrobras scandal: Former president Lula questioned

04/03/2016



Lula served two terms as president

Former Brazilian President Luiz Inacio Lula da Silva has been questioned by police and his house raided as part of a major fraud inquiry into the state oil company Petrobras.

The former president's house was raided by federal police agents and he was brought in for questioning.

Lula, who left office in 2011, has denied allegations of corruption.

The long-running inquiry, known as Operation Car Wash, is probing accusations of corruption and money laundering at Petrobras.

Dozens of executives and politicians have been arrested or are under investigation on suspicion of overcharging contracts with Petrobras and using part of the money to pay for bribes and electoral campaigns.

Police said they had evidence that Lula, 70, received illicit benefits from the kickback scheme.

Lula's institute said in a statement the "violence" against the former president was "arbitrary, illegal and unjustifiable", as he had been co-operating with the investigations.

Officials said some 33 search warrants and 11 detention warrants were being carried out by 200 federal police agents in the states of Rio de Janeiro, Sao Paulo and Bahia.

Lula's house in Sao Bernardo do Campo, near Sao Paulo, was raided early on Friday. The headquarters of his institute in Sao Paulo was also targeted, as were his wife, Marisa, and sons, reports said.

One of the lines of inquiry is that construction companies targeted by the operation could have favoured Lula in the development of a ranch and a luxury beachfront apartment.

Raids in the cities where these properties are located have also been carried out.

"Ex-president Lula, besides being party leader, was the one ultimately responsible for the decision on who would be the directors at Petrobras and was one of the main beneficiaries of these crimes," a police statement quoted by Reuters news agency said

"There is evidence that the crimes enriched him and financed electoral campaigns and the treasury of his political group."

Supporters and opponents of the former president clashed in front of his house following the raids.

A popular figure

Lula, from the Workers' Party, served two terms as president and was succeeded in office by his political protege, Dilma Rousseff.

He led Brazil during a time of rapid economic growth and is credited for lifting millions of people out of poverty.

He still is a well-liked figure and has been considered as a potential candidate in presidential elections in 2018. But his popularity has been hit by recent allegations that he either had knowledge or involvement in the wrongdoings.

On Thursday, Lula's institute said the former president had never committed any illegal acts before, during or after his presidential term.

The corruption scandal threatens the government of Ms Rousseff, who has faced repeated impeachment calls, analysts say. She has denied having any knowledge of wrongdoings.

Iran billionaire Babak Zanjani sentenced to death

6 March 2016



Photos have been released showing Zanjani (centre) arriving for trial in Tehran in November

Billionaire Iranian businessman Babak Zanjani has been sentenced to death for corruption, justice officials say.

He was arrested in December 2013 after accusations that he withheld billions in oil revenue channelled through his companies. He denies the allegations.

Zanjani, 42, was convicted of fraud and economic crimes, a judiciary spokesperson said at a press briefing.

One of Iran's richest men, Zanjani was blacklisted by the US and EU for helping Iran evade oil sanctions.

Two others were sentenced to death along with him and all were ordered to repay embezzled funds. The ruling can be appealed.

In a separate development, a cargo of Iranian crude oil arrived at a Spanish refinery in San Roque on Sunday, the first delivery to an EU state since sanctions were lifted.

The Monte Toledo offloaded 1m barrels at the refinery belonging to Spanish oil company Cepsa.

Before the oil embargo imposed by the EU in 2012, one in every five barrels of crude Iran exported was sold to refineries in Europe.

'Just a debtor'

Zohreh Rezalee, a lawyer for Zanjani, told the BBC the verdict was politically motivated and an appeal would be lodged.

"We believe that Babak Zanjani in this case is just a debtor," the lawyer said

Zanjani had acknowledged using a web of companies in the United Arab Emirates, Turkey, and Malaysia to sell millions of barrels of Iranian oil on behalf of the government since 2010.

Before his arrest, Zanjani had argued that international sanctions were preventing him from handing over \$1.2bn still owed to the government.

But at his recent trial, prosecutors said he still owed the government more than \$2.7bn in oil revenue.

He was taken into custody a day after President Hassan Rouhani ordered his government to fight "financial corruption", particularly "privileged figures" who had "taken advantage of economic sanctions" under the previous government.

'Corrupt parasites'

The trial, unusually, was held in public, AFP news agency reports.

In a 2013 interview with the BBC, Zanjani played down his political connections in Iran, saying: "I don't do anything political, I just do business."

Zanjani has said he is worth about some \$13.5bn.

For years things worked well for the businessman who appeared in photos with some high-ranking officials and was not shy of showing off his wealth, such as private jets and luxury cars, Amir Azimi of BBC Persian reports.

But when the local media started to report on his wealth, he came under the spotlight and under suspicion.

The death sentence could have wider implications for Iran's economy, where many were involved in finding ways to avoid the sanctions, our analyst adds.

International sanctions on Iran **were lifted** in January after a watchdog confirmed it had complied with a deal designed to prevent it developing nuclear weapons.

Oil minister Bijan Zanganeh has urged foreign investors to avoid middlemen, whom he describes as "corrupt parasites".

Zanjani was convicted of "corruption on earth", the most serious offence in Iran's criminal code.

Other wealthy individuals have been executed after being found guilty of similar charges.

In May 2014, businessman Mahafarid Amir-Khosravi was hanged after being convicted of embezzling billions of dollars.